

Dossier n° : 26920665  
Démarche : Demande de dérogation à la protection des espèces :  
RANACULTURE - campagne 2026  
Organisme : DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Ce dossier est **en instruction**.

## Historique

Déposé le : 05 octobre 25 12:38  
En instruction le : 17 novembre 25 00:00

## Identité du demandeur

Email : christophe.vacelet884@orange.fr  
Civilité : M.  
Nom : VACELET  
Prénom : Christophe

## Formulaire

### Notice d'aide au remplissage

Consultez ce document pour vous aider à compléter la demande au fur et à mesure.

### 1. Nature de la demande

#### Vocation de la demande

Commerciale

#### Type de demande

- renouvellement à l'identique

#### Année de campagne du précédent arrêté préfectoral

2 025

#### Numéro du précédent arrêté préfectoral

39-2025-01-20-00004

#### Numéro de votre précédent dossier Démarches-Simplifiées

20535769

## **2. Demandeur**

**Le demandeur est une personne morale (entreprise)**

Non

**Groupement de personnes**

Oui

**Numéro Répertoire national des associations (RNA)**

Non communiqué

**Nom du demandeur**

VACELET

**Prénom du demandeur**

Christophe

**Date de naissance du demandeur**

15 février 1964

**Adresse du demandeur**

268 Chemin sous le Puits 39300 Ney

**Code INSEE :**

39389

**Code Postal :**

39300

**Département :**

39 – Jura

**Téléphone du demandeur**

06 48 99 04 94

**Participants**

Fabienne VACELET

Marion VACELET

Lorine VACELET

Théo MELET

Olivier BLONDEAU

## **3. Zone de prélèvement des grenouilles**

## **Que faire si vous avez plus d'une zone de prélèvement**

zone de prélèvement :

Les plans d'eau sur une ou plusieurs parcelles cadastrales ou sur des parcelles contiguës sont considérés comme une même zone de prélèvement (consulter la notice d'aide au remplissage).

Le demandeur complète ce formulaire avec les données relatives à une zone de prélèvement.

Pour chaque zone de prélèvement supplémentaire, le demandeur remplit une nouvelle demande.

## **Nombre de plan (s) d'eau de la zone**

1

## **Le propriétaire de la zone de prélèvement est le demandeur**

Oui

## **Commune de la zone de prélèvement**

Ney (39300)

## **Code Postal :**

39300

## **Département :**

39 – Jura

## **Références cadastrales de la zone de prélèvement**

ZD40

## **Outil cartographique**

- sélectionnez le site de pêche en tapant l'adresse dans la fenêtre de recherche,
- avec l'outil "Ajouter un point", en haut à gauche du cadre, sélectionnez chaque plan d'eau en un clic,
- utilisez l'outil flèche pour sélectionner la ou les parcelles cadastrales,
- vérifier en dessous de la carte, la cohérence des numéros des parcelles cadastrales ; elles apparaissent automatiquement.

(Consulter la notice d'aide au remplissage)

## **Cartographie**

- Parcelle n° 40 - Feuille 000 ZD - 6096 m<sup>2</sup> – commune 39389  
Une aire de surface 773,7 m<sup>2</sup>
- Une aire de surface 833,6 m<sup>2</sup>
- Un point situé à 46°43'31"N 5°53'22"E

## **Surface en m<sup>2</sup>**

800

## **Pisciculture**

Non

#### 4. Prélèvement souhaité

Effectif du prélèvement souhaité

6 000

#### 5. Installations de stockage

Stockage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Oui

Complément d'information pour le stockage

Non communiqué

#### 6. Installation d'abattage

Abattage des grenouilles à l'adresse du demandeur

Oui

#### 7. Historique de prélèvement

##### Historique

Registres de pêche sur les 3 dernières années .

En cas d'absence de pêche sur une ou plusieurs campagnes ou de première demande (si historique non connu), indiquer 0.

##### Année 2025

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2025)

7 750

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2025)

3 850

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2025)

2 870

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2025)

30

Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2025)

1 000

##### Année 2024

Nombre de grenouilles capturées (campagne 2024)

6 961

Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2024)

2 961

Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2024)

2 060

Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2024)

40

**Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2024)**

1 900

**Année 2023**

**Nombre de grenouilles capturées (campagne 2023)**

5 830

**Nombre de grenouilles relâchées (campagne 2023)**

1 800

**Nombre de grenouilles utilisées de façon non commerciale (campagne 2023)**

2 000

**Nombre de grenouilles mortes (ni vendues ni relâchées) (campagne 2023)**

30

**Nombre de grenouilles commercialisées (campagne 2023)**

2 000

## **8. Environnement de la zone de prélèvement**

**Habitats présents à proximité du site de pêche**

- forêt de feuillus,, - forêt de résineux,, - zone humide (terrain pouvant être gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire),, - prairies,

**Présence d'une route passante à proximité**

Non

**Présence de poissons**

Non

**Présence d'amphibiens autres que la grenouille rousse**

Crapaud ou grenouille indéterminé, Grenouille verte, Triton indéterminé

**Nature des berges**

Berges naturelles

**pente des berges**

Oui

**Mode de capture**

Nasse

## **9. Elevage des têtards et des petites grenouilles**

**Localisation de l'élevage des têtards et petites grenouilles**

plan d'eau de capture

**Précisions**

élevage des têtards

**Nourissage des têtards**

Oui

**Si oui précisez avec quels aliments et quelle quantité**  
complément aliment protéiné

**Dispositif de protection contre les prédateurs**  
Oui

**Si oui précisez les mesures**  
filets de protection contre les prédateurs aviaires

**Installations de pontes**  
Bacs laissés dans le plan d'eau

**Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande**

Bassins de stockage des grenouilles vivantes nécessaires à l'inventaire de la population dans le cas d'une première demande

Dans le cadre d'une première demande l'Administration pourra requérir un inventaire des populations de grenouilles rousses et, le cas échéant, des autres espèces protégées présentes.

## **10. Informations complémentaires**

**Remarques**

Je m'efforce de relâcher un maximum de femelles et les grenouilles de petite taille

**Pièce complémentaire**

## **11. Engagement**

**Engagement**

Oui

## **Annotations privées**

**quota attribué**

Non communiqué

**Remarques**

Non communiqué

**carte**

## **Messagerie**

**Email automatique, 05 octobre 25 12:38**

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 26920665 a bien été reçu]M. VACELET, La DREAL Bourgogne-Franche-Comté vous confirme la bonne réception de votre dossier n° 26920665. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages de l'administration à cette adresse :

<https://demarches.numerique.gouv.fr/dossiers/26920665> Un e-mail vous sera transmis au moment de la prise en charge de ce dossier par un instructeur. Nous vous prions d'agréer, M. VACELET, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté Service BEP5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

**Email automatique, 13 octobre 25 10:01**

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 26920665 va être instruit]M. VACELET, Nous accusons réception de votre dossier n° 26920665. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. VACELET, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX

**Email automatique, 17 novembre 25 00:00**

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 26920665 va être instruit]M. VACELET, Nous accusons réception de votre dossier n° 26920665. Celui-ci sera instruit dans le délai légal déclaré par votre interlocuteur. Nous vous précisons que votre dossier présente toutes les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Conformément à l'article R. 411-6 du Code de l'environnement, l'administration dispose d'un délai de quatre (4) mois pour déterminer si votre demande peut ou non faire l'objet d'une autorisation assortie d'éventuelles conditions de mise en œuvre. Au cours de ce délai et conformément à l'article L. 114-5 du Code des relations entre le public et l'administration, il peut vous être demandé des compléments. En outre, le silence gardé par l'administration sur votre demande de dérogation au terme de ce délai de 4 mois emporte décision implicite de rejet. En cas de décision implicite de rejet, celle-ci sera alors susceptible soit d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, auteur de la décision, ou de son autorité hiérarchique, conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre public et l'administration, soit d'un recours contentieux, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative, devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date à laquelle est née cette décision : par l'intéressé, dans un délai de deux mois. par les tiers, dans un délai de 2 mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Nous vous rappelons en outre qu'il vous est interdit de débiter l'opération avant la fin de la procédure d'instruction et sans disposer de la dérogation requise. Le non-respect de ces dispositions vous rendrait passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-7 et L. 415-3 du Code de l'environnement. Nous vous prions d'agréer, M. VACELET, l'expression de nos salutations distinguées. DREAL Bourgogne-Franche-Comté 5 voie Gisèle Halimi BP 31269 25005 BESANCON CEDEX